



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

CONTENU

Informations générales sélectionnées

| | |
|--|---|
| Remaniement au Congrès? | 1 |
| Sommet international sur la crise financière | 2 |

Accords bilatéraux

| | |
|---|---|
| Accord de libre-échange U.S.-Oman | 3 |
| Accord de libre-échange U.S.-Corée | 4 |
| La Bolivie pourrait être privée des bénéfices de l'ATPDEA et l'ATPA | 5 |

| | |
|---|---|
| Documents officiels et articles connexes..... | 5 |
|---|---|

Informations générales sélectionnées

Remaniement au Congrès ?

Le Comité sénatorial des Relations extérieures et celui du Secteur bancaire devraient connaître d'importants changements si le Sénateur Barack Obama est élu Président. Si tel est le cas, le colistier d'Obama à la vice-présidence, le Sénateur démocrate (Sen. D.) Joseph Biden, devrait se faire remplacer à la présidence du Comité des Relations extérieures par le Sen. D. Christopher Dodd. En retour, Dodd devrait se faire remplacer à la présidence du Comité du Secteur bancaire par le Sen. D. Tim Johnson.

Au sein de ce Comité, les démocrates, bien que très influents, pourraient faire face à un rival potentiel. Il s'agit du Sénateur républicain (Sen. R.) Elizabeth Dole qui a fait du commerce, une priorité de son agenda politique. En revanche, celle-ci risque de manquer d'appuis avec le départ à la retraite de deux importants membres; les Sénateurs républicains Wayne Allard et Chuck Hagel. Enfin, au sein des deux Comités sénatoriaux, le ratio entre démocrates et républicains pourrait changer si les démocrates remportent de six à neuf sièges dans le Sénat dans son ensemble.

Du côté de la Chambre des Représentants, la retraite de l'influent Représentant républicain (Rep. R.) Duncan Hunter du Comité des Services armés, devrait permettre de faire avancer le dossier sur l'allègement des contrôles sur les exportations. Hunter était connu comme le « champion » des politiques de sécurité en matière d'exportations. Le départ de Hunter devrait également permettre d'établir un climat plus « convenable » pour discuter des enjeux relatifs aux relations économiques avec la Chine. Hunter était connu pour sa *hard line policy* envers la Chine. Ce dernier devrait être remplacé par le Rep. R. Jim Saxton.

Au Comité pour le Commerce et l'Énergie, nous devrions voir cinq des six représentants républicains partir. Cela dit, cet « exode » ne devrait pas avoir



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

d'importantes incidences sur la politique du changement climatique, car le président du Comité, le Représentant démocrate (Rep. D.), John Dingell et son bras-droit, le Rep. D. Joe Barton ont de fortes chances de rester à la tête du Comité. La composition du Comité des Affaires extérieures ne devrait pas connaître d'importants changements si l'on considère que la majeure partie des membres demeureront en place. Seul le Rep. R. Steve Chabot pourrait voir sa réélection compromise par le Rep. D. Steve Driehaus, qui multiplie les attaques contre Chabot, en particulier en matière de la politique commerciale.

Enfin, si la tendance se maintient, le ratio entre démocrates et républicains au sein de ces deux derniers Comités a de fortes chances de pencher en faveur des démocrates après les élections du mois de novembre. Il y a présentement 27 démocrates pour 23 républicains au Comité des Affaires extérieures, et 31 démocrates pour 26 républicains au Comité pour le Commerce et l'Énergie.

Dans les « coulisses du pouvoir », des rumeurs courent que deux importants membres républicains pourraient quitter le Comité pour les Appropriations fédérales. Il s'agit du Rep. R. Mark Knollenberg, reconnu pour son support à la Banque d'Imports/Exports ainsi que le Rep. R. Mark Kirk, reconnu pour sa position « modérée » sur la politique commerciale chinoise. La perte de l'un ou l'autre de ces membres risque de heurter non seulement le Parti Républicain, mais aussi le Parti Démocrate, en raison de leur « nature bipartite ».

Source: Inside US Trade, Senate Foreign Relations, Banking Panels Could See Major Changes, October 24, 2008 - Vol. 26, No. 42.

Sommet international sur la crise financière

La porte-parole de la Maison Blanche, Dana Perino, a annoncé cette semaine (22 oct) que le Président Bush invite les chefs d'État du G-20 à un sommet à Washington le 15 novembre prochain afin de discuter de la régulation des marchés financiers (notamment le problème des normes comptables) et de l'économie globale. Les chefs d'État discuteront de solutions à l'actuelle tempête financière. Ils tenteront d'arriver à une « compréhension commune » des causes de cette crise dans le but de fixer une série de principes et de règles pouvant mener à une réforme des régimes institutionnels de régulation des secteurs financiers mondiaux. Ces principes seront ensuite étudiés et développés par des groupes de travail dans des sommets subséquents. De plus, les chefs d'État discuteront aussi des impacts de cette crise sur les économies en émergence. Ce Sommet offre également une opportunité pour les 20 plus importants États du monde de renforcer les « vertèbres » de la globalisation en discutant de moyens d'augmenter l'ouverture et la compétitivité économiques de même que la libéralisation du commerce et de l'investissement. Le Directeur du Fond Monétaire Internationale (FMI), le Président de la Banque Mondiale, le Secrétaire Général des Nations-Unis et le président du Forum de Stabilité financière internationale ont par ailleurs été invités à se joindre aux discussions.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

Source: Inside US Trade, *Bush Invites G20 Leaders To Nov. 15 Economic Summit In Washington*, October 24, 2008 - Vol. 26, No. 42.

Accords bilatéraux

Accord de libre-échange U.S.-Oman

La représentante américaine pour le Commerce (USTR), Susan C. Schwab, a l'intention de rencontrer le Ministre du Commerce et de l'Industrie de l'Oman, Maqbool Bin Ali Sultan le 25 octobre 2008. Le but de la rencontre est de discuter des enjeux entourant la mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre les États-Unis (USA) et le Sultanat d'Oman. Cette législation comprend, *inter alia*, des mesures très importantes en matière de droits de propriété intellectuelle (DPI) comme des décrets sur la protection des brevets et du *copyright*. Deux autres enjeux sont ceux de la garantie de l'ouverture du secteur des télécommunications d'Oman et le changement des pratiques d'approvisionnement (achats) du gouvernement. L'Accord de libre-échange U.S.-Oman n'entrera en vigueur qu'à condition que le Sultanat d'Oman satisfasse aux critères établis dans l'Accord.

Source: Inside US Trade, *Schwab To Meet With High-Level Oman Officials Over FTA*, October 24, 2008 - Vol. 26, No. 42.

Accord de libre-échange U.S.-Corée

Le gouvernement sud-coréen cherche à ratifier l'Accord de libre-échange U.S.-Corée avant les élections présidentielles américaines en novembre en partie pour donner à la Corée une position de « force » advenant l'élection du Sen. D. Barack Obama. Ce dernier a affirmé vouloir rouvrir les discussions sur la section de l'Accord portant sur le commerce de véhicules automobiles : « And when it comes to South Korea, we've got a trade agreement up right now. They are sending hundreds of thousands of South Korean cars into the United States, that's all good, but we can only get 4,000 to 5,000 into South Korea. » Le Président sud-coréen, Lee Myung-bak du Grand Parti National, a de nouveau soumis le 8 octobre dernier, l'Accord devant l'Assemblée Nationale Coréenne où le Comité des Affaires étrangères est actuellement en train de l'étudier. En dépit de l'opposition de certains membres du Parti Démocrate Sud-Coréen, le chef du Parti, Chung Sye-kyun appuie largement l'Accord étant donné qu'il était lui-même impliqué dans sa négociation lorsqu'il était ministre du Commerce. D'autres figures politiques très influentes au sein du Parti ont donné des garanties à certaines grandes corporations que l'Accord serait entériné avant la fin de 2009 et peut-être avant le 4 novembre 2008.

Pour sa part, le Sen. R. John McCain n'a fait aucune déclaration quant à sa position sur les dispositions de l'Accord portant sur le commerce automobile. Cela dit, il risque de faire face à une majorité démocrate au Congrès. Il y a donc



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

de fortes chances que McCain soit poussé à répondre aux demandes des démocrates sur le dossier du commerce automobile avec la Corée du Sud.

Source: Inside US Trade, *Korean Assembly May Pass FTA With U.S.; U.S. Politics a Factor*, October 24, 2008 - Vol. 26, No. 42.

La Bolivie pourrait être privée des bénéfices de l'ATPDEA et de l'ATPA

La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a annoncé cette semaine (23 oct) la suspension des bénéfices octroyés à la Bolivie sous le *Andean Trade Preference Act* (ATPA) et le *Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act* (ATPDEA) :

The governments of Latin America come from a wide range along the ideological spectrum, and President Bush has made very clear that there is no ideological test for cooperation and friendship with the United States. But when the American taxpayers' dollars are at stake, we have to be sure that we are indeed carrying out these programs in the way that they were intended. And in this case, I do not feel that I could recommend to the President certification under the circumstances.

Officiellement, Washington entend sanctionner le gouvernement d'Evo Morales pour son manque de coopération. Le 15 septembre dernier, Bush décida que la Bolivie avait perdu son éligibilité au ATPA après avoir : 1) encouragé et facilité la production de coca; 2) échoué à prendre les moyens nécessaires pour contrer le blanchiment de fonds provenant du trafic de la drogue; et 3) expulser des représentants américains impliqués dans la lutte anti-narcotique des zones de production de coca. Le 11 septembre dernier, le Président Morales annonça l'expulsion de l'Ambassadeur américain, Philip Goldberg, en lui faisant porter la responsabilité des agitations politiques dans le pays. Une accusation que l'administration Bush qualifia de « sans-fondement ».

Des représentants du gouvernement bolivien et du milieu des affaires se sont opposés à la décision de l'administration Bush de priver la Bolivie des bénéfices de l'ATPDEA et de l'ATPA en arguant que ces deux programmes sont d'une importance cruciale pour l'économie bolivienne. Une déclaration qui contraste avec celle du Président Evo Morales pour qui la suspension de ces bénéfices risque de ne pas trop affecter l'économie du pays. Selon l'adjoint au Représentant du Commerce des USA pour l'Amérique Latine, Bennett Harman, le Président Morales aurait déclaré que si la Bolivie devait perdre ces bénéfices, son pays allait simplement explorer d'autres accords, notamment avec la Chine. En contrepartie, le Ministre bolivien des Finances, Luis Arce Catacorca, persiste à dire que la suspension des bénéfices de l'ATPA causerait la perte de milliers



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

d'emplois dans le pays le plus pauvre d'Amérique Latine. Il a également déclaré que son pays avait l'intention d'élargir ses relations économiques avec la Chine, l'Inde et l'Union Européenne bien avant que le Président W. Bush ne commence à considérer la suspension des bénéfices : « As a country, it is important to diversify markets for exports, especially if we are to grow [...] and we want to create more jobs. »

Au Congrès, le Rep. D. Eliot Engel a déclaré que si la Bolivie décide de conclure des accords bilatéraux avec d'autres pays, la suspension des bénéfices octroyés à la Bolivie risquerait de faire plus de mal que de bien. Engel a également déclaré que si les USA retirent unilatéralement la Bolivie de l'ATPA et de l'ATPDEA, d'importants joueurs comme la Chine, la Russie et voir même l'Iran pourraient être tenté de former des partenariats stratégiques politico-économiques avec la Bolivie ou encore avec le Venezuela, ce qui risque de refroidir de plus bel les relations américano-boliviennes et de compromettre l'hégémonie des USA où ils s'étaient attribué une *chasse gardée* : « The suspension would empower champions of anti-Americanism, and would make the United States less and less relevant in Bolivia. It would leave thousands of people unemployed and provide the perfect opportunity for countries like Iran to fill the void. »

En ce qui concerne, le narcotrafic, Gabriel Dabdoub Alvarez, le président de la Confédération bolivienne des entreprises privées, a déclaré que la perte des bénéfices de l'ATPA risques d'augmenter le trafic de drogue en raison des pertes d'emplois : « The loss of benefits could create a loss of jobs that will drive a number of people towards short-term and high-return illegal activities. » Alvarez a également souligné le danger auquel s'exposent les entreprises américaines installées en Bolivie: [The] suspension of U.S. trade benefits will put several businesses at risk of being attracted by the coca illegal economy. »

Source: Inside US Trade, *Bolivia Fights For ATPA Benefits As U.S. Questions Morales Dismissal*, October 24, 2008 - Vol. 26, No. 42.

Documents officiels et articles connexes

- US Department of the Treasury. *Under Secretary for International Affairs David H. McCormick Remarks to the Better Hong Kong Foundation*, Washington: US Department of the Treasury, October 22, 2008. [En ligne] : <http://www.ustreas.gov/press/releases/hp1230.htm>
- Financial Stability Forum. *Report of the Financial Stability Forum on Enhancing Market and Institutional Resilience Follow-up on Implementation*. Washington: Financial Stability Forum, (October 2008), 38p. [En ligne] : http://www.fsforum.org/press/pr_081009f.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008

- The National Foreign Trade Council. *Congressional Report Card 110th Congress*, Washington: The National Foreign Trade Council (october 2008), 22p. (**voir annexe attachée**).
- White House's Office of the Press Secretary. *President Bush Meets with President Sarkozy of France and President Barroso of the European Commission*. Washington: The White House, October 18, 2008. [En ligne] :<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2008/10/20081018-1.html>
- US Department of Justice. *New York Marine Products Supply Firm Pleads Guilty to Participating in a Conspiracy to Commit Bribery*, Washington: US Department of Justice, (October 2008). [En ligne] : http://www.usdoj.gov/atr/public/press_releases/2008/238548.htm
- US Department of Justice. *Department of Justice Will Not Challenge Consortium's Proposed Radio Frequency Patent-Licensing Arrangement*. Washington: US Department of Justice, (October 2008). [En ligne] : http://www.usdoj.gov/atr/public/press_releases/2008/238428.htm
- Alice M. Rivlin, « Preliminary Thoughts on Reforming Financial Regulation ». *Testimony before the Committee on Financial Services*, Washington: U.S. House of Representatives, October 21, 2008. [En ligne] : http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/testimonies/2008/1021_financial_regulation_rivlin/1021_financial_regulation_rivlin.pdf

○

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études internationales et mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca





Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2008
